

Crau : vers une reconnaissance des services rendus

Si l'utilité des canaux d'irrigation en Crau n'est plus à démontrer, le contexte économique change et pousse le Symcrau à innover pour maintenir les ASP sur le long terme

La nappe de Crau, rechargée à 70% par les canaux d'irrigation

La Crau est une vaste plaine paléo-fluviale de 550 km² située à l'ouest du département des Bouches-du-Rhône et dépourvue de tout réseau hydrographique de surface. Naturellement aride et peu fertile du fait du contexte climatique méditerranéen et de la présence d'un sol caillouteux, la Crau bénéficie d'un transfert d'eau depuis la Durance voisine d'une vingtaine de kilomètres. Ce transfert inter-bassin est assuré par des canaux de surface à vocation agricole dont le premier date du XVI^{ème} siècle. Cette ressource a permis l'implantation au XVIII^{ème} siècle d'une production fourragère aujourd'hui labellisée AOP. L'irrigation par submersion de ces prairies présente comme effet induit la recharge artificielle de la nappe phréatique de la Crau à hauteur de 70% des apports annuels et, en cascade, le développement au début du XX^{ème} siècle de ce territoire jusqu'alors désertique.

La nappe de la Crau alimente en eau potable, à concurrence de 30 millions de m³/an, les 16 communes du territoire et les villes voisines soit près de 300 000 habitants. L'exploitation de cet aquifère local apporte une solution à moindre coût pour l'alimentation en eau potable des zones urbaines mais également de l'important tissu d'habitat diffus dont l'approvisionnement par une autre solution

serait économiquement impossible. La nappe permet également d'assurer les besoins en eau pour les activités économiques et militaires dont certaines revêtent un caractère stratégique à l'échelle nationale : zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer (pétrochimie, sidérurgie, fret), arboriculture (territoire leader national pour la production de pêche).

L'équilibre quantitatif de la ressource en eau dépend donc de l'alimentation artificielle de la nappe liée au transfert d'eau pour l'irrigation gravitaire des productions fourragères. Enfin, il faut garder à l'esprit l'effet très bénéfique de la recharge artificielle en matière de qualité d'eau. En effet, cette recharge permet la dilution des pollutions accidentelles ou diffuses issues des activités anthropiques actuelles ou historiques. Elle assure également le maintien de niveaux suffisamment élevés au sein du réservoir pour se prémunir du risque d'intrusion saline depuis la mer Méditerranée.

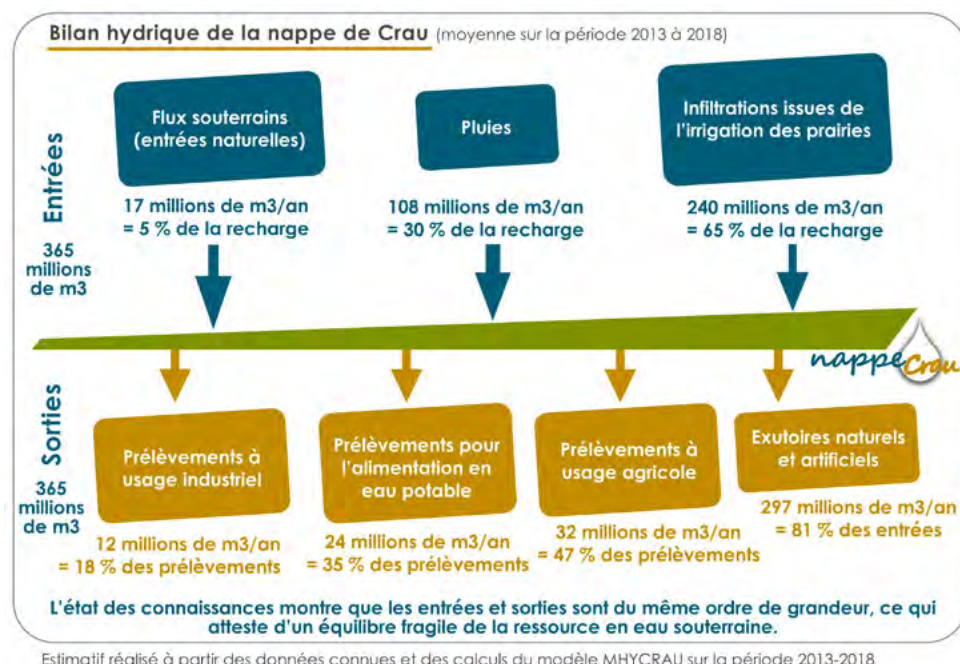
Un équilibre aujourd'hui menacé

Trois causes majeures menacent la pérennité de cet équilibre.

Tout d'abord la disponibilité de la ressource sur le bassin de la Durance, celle-ci étant mise en tension à la fois par une raréfaction en lien avec le changement climatique et par des conflits d'usage toujours plus prégnants.

Par ailleurs, le territoire de la Crau connaît une forte pression démographique, qui génère une extension urbaine sur les zones agricoles alors que chaque hectare de prairie urbanisée représente un déficit en eau équivalent à l'alimentation de 200 habitants.

Au-delà de cette perte sèche, l'urbanisation des prairies menace le transfert d'eau du fait de son impact sur l'équilibre économique de cette pratique. Les canaux d'irrigation sont en effet entretenus par des associations syndicales de propriétaires (ASP) auxquelles les producteurs de foin payent un rôle. L'entretien du canal représente une part importante parmi des charges d'exploitation en constante hausse pour une production à relativement faible valeur ajoutée (comparé à des productions maraîchères ou fruitières) et dont le prix est globalement stable. Cette limite



de rentabilité génère le report d'investissements pourtant indispensables à la pérennité des canaux. Elle induit également des réflexions sur d'éventuels changements pour d'autres systèmes de culture mais dont les externalités pour la nappe seraient remis en cause.

Réflexions autour d'une considération des externalités positives des canaux

Ce sont tous ces enjeux qui ont motivé la création, en 2006, du Symcrau qui rassemble les EPCI à fiscalité propre en charge de l'eau potable (métropole d'Aix-Marseille, communauté d'agglomération d'Arles), les représentants des usagers économiques (chambre d'agriculture, chambre de commerce et d'industrie et grand port maritime de Marseille-Fos) et les gestionnaires de canaux. Un contrat de nappe a été approuvé en 2017 (9 millions d'euros sur 6 ans) et des zones de sauvegarde ont été instaurées pour préserver les secteurs stratégiques pour l'alimentation en eau potable.

Toutefois, alors que les surfaces dédiées à la production de foin se réduisent et que les revenus de cette production sont limités, le maintien des pratiques d'irrigation liées à cette activité est indispensable pour garantir la continuité du service d'eau potable

en quantité et qualité et, au-delà, une gestion équilibrée et durable de la ressource. La poursuite de cette activité ne pourra être assurée que par un rééquilibrage du modèle économique du transfert d'eau. Autrement dit, il s'agit de considérer les externalités des canaux et de l'irrigation gravitaire non plus par les seuls usagers directs mais par l'ensemble des usagers de la nappe. Il convient ainsi de mettre en place une rétribution du service rendu par les ASP dans un cadre contractuel et par les agriculteurs dans le cadre de paiements pour services environnementaux. C'est sur ces pistes que le Symcrau travaille avec les gestionnaires et la profession agricole.

EN BREF :

- Les canaux d'irrigation sont vitaux pour l'ensemble du territoire de la Crau
- Aujourd'hui, la pérennité des ouvrages d'irrigation est menacée
- Le Symcrau réfléchit à un nouveau modèle économique des ASP, intégrant la prise en compte des services rendus par les canaux

Investir sans se ruiner

Investir est souvent un sujet de tension nerveuse aussi bien que financière. Découvrons une méthodologie simple pour vous aider à y voir plus clair

Prenons l'exemple fictif suivant :

L'Asa Jolly gère des fossés d'écoulement qui drainent un périmètre de 1 000 ha. 150 ml (mètres linéaires) sont en mauvais état et ne permettent pas de drainer efficacement leur secteur, causant même cette année des inondations des prés en bordure de l'ouvrage lors des grosses pluies. Une vache a failli se noyer.

ETAPE 1 : FAIRE ESTIMER PAR UN EXPERT LE MONTANT DES TRAVAUX

La présidente a fait venir un expert pour évaluer l'ampleur des travaux. L'expert lui propose deux solutions :

	Prix unitaire (€/ml)	Coût total (€)	Durée de vie
Tunage avec géotextile (choix 1)	200	20 000	+
Cuvelage en béton projeté (choix 2)	375	56 250	++

L'écart de coût est significatif. La capacité financière de l'Asa va jouer un rôle déterminant dans le choix de la technique à retenir et sur la façon de la financer.

ETAPE 2 : EXTRAIRE QUELQUES CHIFFRES-CLES DU C.A.¹

Pour estimer la capacité d'investissement la présidente et le secrétaire de l'Asa se plongent dans le compte administratif de la dernière année représentative afin d'extraire 5 chiffres clefs (moyenne sur 4 ans) :

Recettes de fonctionnement (rôle 15€/ha)	15 000 €
Dépenses de fonctionnement	12 000 €
Dette au 31/12/N	0 €
Fond de roulement au 31/12/N	28 000 €
Impayés	0 €

¹ - Compte Administratif

L'Asa semble avoir une situation financière saine : elle génère de l'épargne de façon significative tous les ans, dispose d'un fond de